

ANÁLISIS COMPARATIVO SOBRE FINANCIAMIENTO DE CAMPAÑAS Y PARTIDOS POLÍTICOS

ANEXO No. 1

Ficha para la recolección información sobre marcos normativos

NOMBRE DEL PAÍS Y DEL CONSULTOR NACIONAL HAÏTÍ <i>NDI- EDUARDO COLINDRES</i>	
I. NATURALEZA DE LOS REGÍMENES DE FINANCIAMIENTO POLÍTICO (PÚBLICO, PRIVADO, MIXTO)	
A. FINANCIAMIENTO PÚBLICO DIRECTO	
1. Condiciones para acceder al Financiamiento público directo	Loi Électorale Chapitre XIV –Dispositions Générales Article 204 Tout parti ou groupement politique reconnu qui désire bénéficier des dispositions des articles 281 et 281-1 de la Constitution de 1987 doit faire contrôler ses recettes et dépenses par les services compétents du CEP.
2. Umbrales y/o montos para obtener financiamiento público	Constitution de la République Titre XII Dispositions Générales Article 281: A l’occasion des consultations nationales, l’état prend en charge proportionnellement au nombre de suffrages obtenus, une partie des frais encourus durant les campagnes électorales. Article 281-1 Ne sont éligibles à de telles facilités que les partis qui auront un niveau national obtenu dix pour cent (10%) des suffrages exprimés avec un plancher départemental de suffrage de cinq pour cent (5%).
3. Tipos de Financiamiento público directo	
a. A los partidos	
<input checked="" type="checkbox"/> Funcionamiento cotidiano	
<input checked="" type="checkbox"/> Con fines electorales	Constitution de la République Titre XII

	<p>Dispositions Générales</p> <p>Article 281: A l'occasion des consultations nationales, l'état prend en charge proportionnellement au nombre de suffrages obtenus, une partie des frais encourus durant les campagnes électorales.</p> <p>Article 281-1 Ne sont éligibles à de telles facilités que les partis qui auront un niveau national obtenu dix pour cent (10%) des suffrages exprimés avec un plancher départemental de suffrage de cinq pour cent (5%).</p>
✓ Investigación y fortalecimiento institucional	
✓ Mixto	
b. A los candidatos	
✓ Presidencia	
✓ Parlamento	
c. Grupos parlamentarios y legisladores individuales	
d. Otras organizaciones	
4. Financiamiento Público directo según tipo de elección	
a. Elecciones internas de partido	
b. Elecciones presidenciales	
c. Elecciones para congreso	
d. Elecciones locales (municipales)	
5. Momento del desembolso	No existe reglamentación ni nunca se ha dado cumplimiento a lo establecido en la Constitución sobre la contribución porcentual del Estado de los gastos realizados por los partidos políticos en las campañas electorales
a. Antes de la campaña	
b. Durante la Campaña	
c. Después de la campaña	
d. Mixto	
6. Criterios de distribución	
a. Equitativo (partes)	

iguales)	
b. Proporcional a la fuerza electoral	Proporcional al número de votos obtenidos
c. Representación parlamentaria	
d. Métodos mixtos	
✓ Equidad y fuerza electoral	
✓ Fuerza y representación parlamentaria	
✓ Otros	
B. FINANCIAMIENTO PÚBLICO INDIRECTO	
1. Actividades objeto de financiamiento	
a. Transporte	
b. Publicaciones (imprensa, correspondencia, correo)	
c. Exoneraciones	
d. Donaciones correlativas	
e. Alivio en el pago de impuesto a la renta	<p>Code Fiscal Chapitre IV Section II Détermination des Bénéfices Imposables Article 24.- Le bénéfice est établi sous déduction de toutes charges. Celles -ci comprennent :</p> <p>13) (Décret 27 septembre 1988) Les dons faits aux fondations sans but lucratif ou autres Institutions de charité et autres Organismes de secours, aux associations professionnelles ou syndicales, aux partis politiques, et à toutes institutions à portée sociales, culturelle, éducative et sanitaire reconnus et immatriculés à la D.G.I., sans excéder 10% du revenu imposable. L'exploitant individuel bénéficiant de ces déductions ne peut en aucun cas se prévaloir des déductions similaires prévues à l'Article 129.</p> <p>Chapitre VI. Définition des revenus imposables Article 90.- Toute entreprise individuelle ou sociétaire, exonérée ou non,. Toute société civile ou commerciale généralement quelconque, Tout association professionnelle, syndical ou autre à ou sans but lucratif, Tout parti politique,</p>

	<p>Toute fondation ou institution, Tout organisme d’Etat ou non gouvernemental, Tout responsable de projet gouvernemental ou non, Et en général, toute personne physique ou morale qui paie des sommes sous forme de salaires, traitements, indemnités, émoluments, boni, allocations forfaitaires, honoraires, commissions, courtages, arrérages, intérêts (autres que ceux versés par les Banques et autres Institutions financières), jetons de présence, tantièmes, dividendes à leurs employés, ouvriers, fonctionnaires, membres, associés, actionnaires et en général à toutes personnes ayant une activité productive de revenu, doivent se conformer aux dispositions des Articles 7, 8, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 114, 115, 1222, 125, 126, et 127 du présent décret.</p> <p>De plus, ces entreprises ou institutions susmentionnées doivent, non seulement être immatriculées à la Direction Général des Impôts pour bénéficier des avantages fiscaux prévus par la Loi, mais aussi tenir un registre ou un fichier dans lequel sont inscrits :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Les nom et prénom des bénéficiaires ; 2) La date d’entrée en fonction ; 3) 3) Ler adresse principale et numéros de téléphone résidentiel, s’il y en a ; 4) Leur numéro d’identité à la D.G.I. ; 5) Leur fonction ou leur profession ; 6) La nature et le montant des versements. <p>Les documents sur lesquels sont enregistrés les paiements effectués doivent être conservés pendant cinq ans ; ils doivent être à toute époque communiqués aux inspecteurs de la D.G.I. ou à ceux du Ministère des Finances.</p> <p>Chapitre X Déclaration définitive des contribuables Article 129.- Sont déductibles de l’ensemble des revenus du contribuable dans l’ordre ci-après indiqué :</p> <p>d) les dons faits aux fondations sans but lucratif, aux institutions de charité, aux organismes de secours et à toutes institutions à portée sociales, culturelle, éducative et sanitaire reconnus et immatriculés à la Direction Générale des Impôts;l’épargne-retraite et l’épargne-logement autorisées par la loi, le tout sans excéder 20% du revenu obtenu après les déductions mentionnées en a, b, c, le cas échéant.</p>
f. Créditos impositivos	
g. Promoción del voto	
h. Transmisión de mensajes políticos	<p>Décret réglementant de façon rationnelle le fonctionnement des Partis Politiques. Art. 23.- Le Parti Politique qui a présenté des candidats aux fonctions électives déclarées officiellement vacantes, bénéficie gratuitement pour toute la durée de la campagne électorale et à des fins de</p>

	<p>propagande de deux heures d’antenne sur les stations de radiodiffusion et de télévision de l’Etat.</p> <p>Les deux heures d’antenne seront réparties en tranches de cinq à quinze minutes par concertation entre la Direction de la Station et la Direction du Parti Politique.</p>
i. Capacitación	
j. Otros	
C. FINANCIAMIENTO PRIVADO: RESTRICCIÓN DE DONACIONES	
1. Límites al monto de las contribuciones	<p>Décret réglementant de façon rationnelle le fonctionnement des Partis Politiques.</p> <p>Art.- 24 Les fonds des Partis Politiques sont constitués essentiellement par les cotisations des membres, les recettes de leurs organes de presse, les bénéfices de certaines activités mondaines et culturelles, les dons directs ou indirects d’organisations nationales ou internationales, de personnes physiques ou morales.</p> <p>Le montant total de tout don en espèces par un individu ou une personne morale ne doit pas dépasser cent mille gourdes (Gdes. 100.000) pendant un exercice fiscal.</p> <p>L’acceptation d’un don en nature d’une valeur supérieure à cent mille (Gdes. 100.000) est soumise à l’autorisation préalable du Ministère de l’Intérieur et de la Défense Nationale.</p>
2. Prohibiciones	No existe regulación al respecto
a. Prohibición de donaciones de individuos o personas naturales.	
b. Prohibición de donantes provenientes del extranjero	
c. Prohibiciones de donaciones de sindicatos	
d. Prohibiciones de donaciones corporativas	
e. Prohibiciones de donaciones de contratistas gubernamentales	
f. Prohibiciones de donaciones anónimas	
g. Otras	

D. LÍMITES A LOS GASTOS DE CAMPAÑA	
1. Por partidos	
a. Monto	
2. Por candidato	
a. Presidencia	
✓ Monto	
✓ ¿Son las elecciones “candidato céntricos”?	
b. Parlamento	
✓ Monto	
E. CUANTIFICACIÓN APROXIMADA DEL FINANCIAMIENTO	
1. Costo aproximado de las últimas elecciones	
a. Presidenciales	
b. Legislativas	
2. Costo de las elecciones para los actores	
a. Partidos	
a. Candidatos	
b. Autoridad electoral	
3. Origen de los recursos. Monto y Porcentaje	
a. Financiamiento público	
b. Financiamiento privado	
✓ Citar principales donantes	
c. Recursos del partido	
d. Otros	
4. Destinación: mayores rubros dentro del costo de la campaña	
a. Publicidad (televisión, radio, prensa, otros)	

b. Salarios para los funcionarios de los partidos	
c. Transporte	
d. ¿Compra de votos?	
e. Otros	

II. ACCESO A LOS MEDIOS DE COMUNICACIÓN

A. TRANSMISIÓN GRATUITA DE MENSAJES POLÍTICOS

1. Franjas electorales	
a. Obligatorias	
✓ Medios públicos (t.v, radio y prensa)	<p>Décret réglementant de façon rationnelle le fonctionnement des Partis Politiques.</p> <p>Art. 23.- Le Parti Politique qui a présenté des candidats aux fonctions électives déclarées officiellement vacantes, bénéficie gratuitement pour toute la durée de la campagne électorale et à des fins de propagande de deux heures d’antenne sur les stations de radiodiffusion et de télévision de l’Etat.</p> <p>Les deux heures d’antenne seront réparties en tranches de cinq à quinze minutes par concertation entre la Direction de la Station et la Direction du Parti Politique.</p> <p>Loi Electorale Chapitre VIII – De la Campagne électorale des candidats Article 112</p> <p>Durant la campagne électorale, les médias d’Etat, radio et télévision, doivent accorder un traitement équitable à l’ensemble des candidats en leur accordant un nombre équivalent d’heures d’antenne de même qu’une information objective.</p>
✓ Medios privados (t.v, radio y prensa)	
b. Voluntarias	
✓ Medios privados (t.v, radio, prensa)	
2. Carácter de la franja electoral	
a. Única (no hay propaganda política paga)	
b. Principal (los mensajes complementarios no superan en tiempo a	

la franja)	
c. Complementaria (hay mensajes pagos que superan en tiempo a la franja)	
3. Franjas en periodos no electorales	
4. Costo de la franja	
a. Totalmente gratuita	
b. El estado paga por la franja u ofrece exenciones impositivas	
5. Acceso a la franja	
a. Representación obtenida en la elección anterior	
✓ Número de votos obtenidos	
✓ Bancas obtenidas	
✓ Criterios mixtos	
✓ Criterio para nuevas fuerzas partidarias	
b. Base igualitaria más algún criterio anterior	
c. Puramente gratuita	
6. Costos de producción de la propaganda en franjas	
a. Cubierto por el Estado	
b. No cubierto	
7. Tiempos	
a. Destinados a la franja globalmente	
b. Destinados a partidos o alianzas electorales	<p>Décret réglementant de façon rationnelle le fonctionnement des Partis Politiques.</p> <p>Art. 23.- Le Parti Politique qui a présenté des candidats aux fonctions électorales déclarées officiellement vacantes, bénéficie gratuitement pour toute la durée de la campagne électorales et à des fins de propagande de deux heures d’antenne sur les stations de radiodiffusion et de télévision de l’Etat.</p> <p>Les deux heures d’antenne seront réparties en tranches de quinze minutes par concertation entre la Direction de la Station et la</p>

	Direction du Parti Politique
c. Destinados a candidatos	
8. Organismos que adjudican la franja	Décret réglementant de façon rationnelle le fonctionnement des Partis Politiques. Art. 23.- Les deux heures d’antenne seront réparties en tranches de quinze minutes par concertation entre la Direction de la Station (es stations de radiodiffusion et de télévision de l’Etat)et la Direction du Parti Politique.
9. Organismos que controlan el uso de la franja	
10. Sanciones	
B. CONTRATACIÓN DE ESPACIOS	
1. Propaganda paga por partidos, candidatos, etc.	
a. Como complemento de la franja gratuita	
✓ Límites	
b. Como opción única, dado que no hay franjas	
✓ Límites legales	
✓ Sin límites	
c. Protección y tarifas para la publicidad paga	
d. Control de los organismos electorales	
e. Costos por minutos o segundos de cuñas de radio y spot publicitarios	
2. Propaganda indirecta	
a. Informativos	
b. Programas periodísticos	
c. Otros	
3. Normas para debates entre candidatos	

4. Encuestas	Loi Electorale Article 121. Depuis le jour qui précède la scrutin jusqu’au jour de l’affichage des résultats du scrutin par les BEC et les BED: 1. aucun centre de recherche, sondage et de pronostics ‘electoraux ne peut publier les résultats de travaux concernant la campagne électorale; 2. aucun média ne peut se livrer à la publication de pronostics électoraux réalisés par qui que ce soit.
a. Límites	
b. Reglas para garantizar calidad	
5. Normas para Exit Polls	
6. Disposiciones específicas sobre medios	
a. Televisión	
b. Cable	
c. Prensa escrita	
d. TV satelital	
e. Internet	

III. RENDICIÓN DE CUENTAS Y DIVULGACIÓN DE INFORMACIÓN “DISCLOSURE”			
1. ¿Quién debe divulgar?	<input type="checkbox"/> Partidos Políticos <input type="checkbox"/> ONGs que consiguen recursos para los partidos y candidatos	<input type="checkbox"/> Candidatos <input type="checkbox"/> Otros (especificar)	<input type="checkbox"/> Donantes
2. ¿Qué debe ser divulgado?			
a. Partidos			
✓ Contribuciones-en dinero	<input type="checkbox"/> Detalladas	<input type="checkbox"/> Agregadas	
✓ Contribuciones en especie (materiales, equipos, préstamos)	<input type="checkbox"/> Detalladas	<input type="checkbox"/> Agregadas	
✓ Nombre de los donantes	<input type="checkbox"/> Lista de nombres detallada	<input type="checkbox"/> No son requisito listas de nombres detalladas con montos de las contribuciones	
✓ Direcciones de los donantes	<input type="checkbox"/> Completa	<input type="checkbox"/> Parcial	<input type="checkbox"/> No es requisito

✓ Nombres de los proveedores	<input type="checkbox"/> Lista de nombres detallada	<input type="checkbox"/> No son requisito listas de nombres detalladas con los montos de gastos	
✓ Activos personales	<input type="checkbox"/> Se requiere registro y archivo	<input type="checkbox"/> No se requiere registro ni archivo	
b. Candidatos			
✓ Contribuciones-en dinero	<input type="checkbox"/> Detalladas	<input type="checkbox"/> Agregadas	
✓ Contribuciones en especie (materiales, equipos, préstamos)	<input type="checkbox"/> Detalladas	<input type="checkbox"/> Agregadas	
✓ Nombre de los donantes	<input type="checkbox"/> Lista de nombres detallada	<input type="checkbox"/> No son requisito listas de nombres detalladas con montos de las contribuciones	
✓ Direcciones de los donantes	<input type="checkbox"/> Completa	<input type="checkbox"/> Parcial	
✓ Nombres de los proveedores	<input type="checkbox"/> Lista de nombres detallada	<input type="checkbox"/> No son requisito listas de nombres detalladas con los montos de gastos	
✓ Activos personales	<input type="checkbox"/> Se requiere registro y archivo	<input type="checkbox"/> No se requiere registro ni archivo	
3. Clases de contribuciones que se pueden recibir legalmente	<input type="checkbox"/> Fondos privados	<input type="checkbox"/> Empresas o corporaciones	<input type="checkbox"/> Sindicatos
	<input type="checkbox"/> Compañías extranjeras	<input type="checkbox"/> Compañías nacionales en el extranjero	<input type="checkbox"/> Fondos de ciudadanos nacionales residentes en el extranjero
4. ¿Qué actividades se sospechan que pueden contribuir a la financiación de partidos y candidatos?	<input type="checkbox"/> Fondos de compañías, personas y organizaciones que exceden el límite permitido pero no son declarados	<input type="checkbox"/> Mafia	<input type="checkbox"/> Influencia de fondos extranjeros
		<input type="checkbox"/> Narcotráfico	<input type="checkbox"/> Otros
		<input type="checkbox"/> Lavado de activos	<input type="checkbox"/> No hay sospecha de fondos ilegales
5. Institución encargada de recibir los informes financieros	<input type="checkbox"/> Es una entidad gubernamental creada por decreto o estatuto	<input type="checkbox"/> Es un cuerpo privado creado y financiado por el gobierno	<input type="checkbox"/> Es un ente creado constitucionalmente
a. Nombre			
b. Teléfono			

6. ¿Hay contribuciones de menor cuantía que no necesitan ser registradas?	<input type="checkbox"/> Sí <input type="checkbox"/> Cuál es el monto <input type="checkbox"/> No	Explicar:	
7. ¿Cuándo son exigidos los informes?	<input type="checkbox"/> Antes de la elección - ¿Cuántas semanas antes? _____ - ¿Cuántos y cuántas veces son requeridos los informes? _____	<input type="checkbox"/> Después de la elección. - ¿Cuántas semanas después? _____	
8. ¿Cómo se transmiten los informes al público en general?	<input type="checkbox"/> Fax <input type="checkbox"/> Fotocopias <input type="checkbox"/> Internet	<input type="checkbox"/> Entrega a solicitud (copia en mano) <input type="checkbox"/> Gacetas o publicaciones en periódicos locales y boletines	<input type="checkbox"/> Otros. Especificar.
9. Accesibilidad a los reportes públicos	<input type="checkbox"/> Dificultad alta	<input type="checkbox"/> Dificultad media	<input type="checkbox"/> Dificultad baja
10. ¿Cuánto tiempo pasa entre la recepción y la entrega de los informes al público	<input type="checkbox"/> ¿Cuántas semanas? _____ <input type="checkbox"/> ¿Cuántos meses? _____ <input type="checkbox"/> ¿Cuántos años? _____	Explicar:	
11. Calidad de los informes.			
a. ¿Son detallados o presentan solamente cifras agregadas?			
<input checked="" type="checkbox"/> Contribuciones en dinero	<input type="checkbox"/> Detalladas	<input type="checkbox"/> Cifras agregadas	
<input checked="" type="checkbox"/> Contribuciones en especie (materiales, equipos, préstamos)	<input type="checkbox"/> Detalladas	<input type="checkbox"/> Cifras agregadas	
<input checked="" type="checkbox"/> Gastos	<input type="checkbox"/> Detallados por listas de categorías	<input type="checkbox"/> Agregados o no clasificados	
<input checked="" type="checkbox"/> Nombre de los donantes	<input type="checkbox"/> Lista de nombres detallada	<input type="checkbox"/> No son requisito listas de nombres detalladas con montos de las contribuciones	

b. Nombre de los donantes	<input type="checkbox"/> ¿Se exige el nombre completo de los donantes?	<input type="checkbox"/> ¿Se exige la dirección postal completa del donante?	<input type="checkbox"/> ¿Aparece el nombre del donante relacionado con los montos específicos de contribuciones que otorgó?
c. Nombre de los proveedores	<input type="checkbox"/> ¿Se exige el nombre completo?	<input type="checkbox"/> ¿Se exige la dirección postal completa?	<input type="checkbox"/> ¿Los informes incluyen una lista de compras, especificada de acuerdo a las cantidades de dinero pagadas?
d. Clases de gastos	<input type="checkbox"/> ¿Los productos y servicios suministrados por proveedores se encuentran específicamente clasificados en los reportes? (medios, transporte, nómina, comida, etc)	<input type="checkbox"/> ¿Las compras de los beneficiarios se presentan detalladas o agregadas?	
12. Capacidad y mecanismos para aplicar la legislación sobre divulgación			
a. Organos encargados de aplicar la legislación	<input type="checkbox"/> ¿Es el mismo órgano que recibe los informes? <input type="checkbox"/> ¿Es un organismo diferente? Nombre. <input type="checkbox"/> ¿Es un tribunal o una corte especial?	Explicar:	
b. Facultades del organismo	<input type="checkbox"/> Pasivo: - Recibe los reportes con poco nivel de investigación	<input type="checkbox"/> Activo: - ¿Realiza auditorias y conduce investigaciones? - ¿Puede sancionar o multar a los infractores? - ¿Puede aplicar penas criminales?	
c. Fortalezas y debilidades	<input type="checkbox"/> Fortalezas:	<input type="checkbox"/> Debilidades:	
d. Imagen del organismo de control. (marcar varias posibilidades si es necesario)	<input type="checkbox"/> Estricto <input type="checkbox"/> No es estricto <input type="checkbox"/> Políticamente neutro y sin preferencias	<input type="checkbox"/> Políticamente tímido y con favorabilidad hacia el poder <input type="checkbox"/> Respetado <input type="checkbox"/> No muy respetado	

13. Realidad y prácticas actuales			
a. Basado en las respuestas anteriores, cómo cataloga el estado de la divulgación en su país	<input type="checkbox"/> Relación distante entre las leyes y la práctica	<input type="checkbox"/> Correspondencia aceptable entre la norma y la práctica	<input type="checkbox"/> Excelente grado de correspondencia entre la ley y la práctica
b. Usando el ranking de divulgación (preparado por USAID para la OEA) que se presenta en el <i>anexo 1</i> , al final del presente documento, explicar cómo sus conclusiones contrastan con los resultados de la tabla.			

IV. APLICACIÓN EFECTIVA DE LOS REGÍMENES DE FINANCIAMIENTO “ENFORCEMENT”

A. ÓRGANOS DE CONTROL

1. Naturaleza de las autoridades	
a. Órganos administrativos electorales	
b. Jueces con jurisdicción electoral	
c. Contralores Generales	
d. Mixtos	
2. Elección y composición de los cuerpos decisorios	
3. Facultades y competencias	
4. Independencia y autonomía	
5. Capacidad Institucional	
a. Recursos financieros	
c. Recursos humanos	
d. Capacidad técnica	
6. Órganos de control partidario (interno)	

B. MECANISMOS DE CUMPLIMIENTO Y REGÍMENES DE SANCIONES	
1. Tipos de mecanismos	
a. Vigilancia e investigación sistemática y permanente	
b. Basado en la denuncia	
c. Auditoría aleatoria	
d. Mecanismos alternativos (convenios de cumplimiento, etc.)	
e. Mixtos	
2. Régimen de Sanciones	
a. Sanciones Pecuniarias	
✓ Partidos	
✓ Candidatos	
✓ Donantes	
b. Sanciones penales	
✓ Partidos	
✓ Candidatos	
✓ Donantes	
c. Sanciones Administrativas	
d. Otras sanciones	
3. Citar ejemplos en los que se haya aplicado sanciones	
C. CULTURA DE CUMPLIMIENTO Y FISCALIZACIÓN DE RECURSOS DESDE LA SOCIEDAD	
a. Incentivos al cumplimiento voluntario	
✓ Capacitación de trabajadores de campaña	
✓ Asistencia técnica	
✓ Apoyo material	

✓ Subsidios para servicios de auditoría	
✓ Educación al público	
b. Fiscalización de recursos públicos por la sociedad	
✓ Citar organizaciones de la sociedad civil involucradas	
✓ Proyectos de iniciativa ciudadana	
✓ Otros	
c. ¿Niveles de corrupción destacados? Citar casos	

V. INFORMACIÓN SOBRE PARLAMENTOS	
1. Costo total del congreso (cifras: presupuesto general de la nación y presupuesto del congreso)	Loi de Finances 2001 – 2002 Presupuesto general de la nación 13,278.432.336 gourdes US\$ 531.137.293* Poder Legislativo 406.302.849 gourdes US\$ 16.252.114 Senat de la République 189.910.500 gourdes US\$ 7.596.420 Chambre de Deputés 216.392.349 gourdes US\$ 8.655.694 * Estimando US\$ 1 a 25 Gourdes
2. ¿Quién administra el presupuesto del congreso?	
3. Costo de cada parlamentario	
a. Costo bruto (dividir total del presupuesto entre el número de los parlamentarios)	Senadores 7.033.722 gourdes US\$ 281.349* Diputados 2.607.137 gourdes US\$ 104.285 * Estimando US\$ 1 a 25 Gourdes
b. Costo neto (asignaciones salariales de los parlamentarios)	

<p>4. Servicios parlamentarios (costo de los servicios en favor de cada parlamentario, asesorías, etc.)</p>	
<p>5. Tipo de distribución de servicios parlamentarios (bancadas, individuales)</p>	
<p>6. Acceso a otros tipos de recursos para servicios parlamentarios (fondos especiales, recursos del presupuesto del partido, etc.)</p>	
<p>VI. LISTA DE REGULACIONES SOBRE FINANCIAMIENTO</p>	
<p>VII. LISTA DE BIBLIOGRAFÍA RELATIVA AL FINANCIAMIENTO</p>	
<p>VIII. OTROS ANEXOS</p>	
<p>Artículos pertinentes de la Constitution de la République d’Haïti Artículos pertinentes de la Loi de Finances 2001- 2002 Loi Electoral Décret réglementant de façon rationnelle le fonctionnement des Partis Politiques. Liste des Partis Politiques Enregistrés et Reconnus. Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique Artículos pertinentes del Code Fiscal Proposition de Loi modifiant le Décret du 30 juillet 1986 Régissant le mode de fonctionnement des partis politiques en Haïti Programmation & tarifs de Radio Signal FM Tarifs de Radio Métropole Règlement de Radio Métropole</p>	